

Les quatre combats à suivre de la COP28

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION AVEC BENJAMIN LEGENDRE AFP, EDNH

6 novembre 2023



Réduire les émissions, sortir des énergies fossiles, donner les moyens aux pays en développement de s'en passer... Passage en revue de quatre points chauds et interdépendants des négociations climat à la COP28 de Dubaï (30 novembre-12 décembre).

| Le début de la fin des énergies fossiles?

En 2015 à Paris, les États se sont engagés à limiter la hausse de la température, si possible, à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, et se sont fixé ensuite des trajectoires nationales de réduction des gaz à effet de serre (GES). Mais les engagements actuels préparent un climat réchauffé de +2,8°C d'ici 2100.

Il ne suffit donc plus de promettre, comme plus de 70 pays, d'être neutre en carbone d'ici 2050 ou 2060, mais de négocier explicitement le tarissement de la source prépondérante des émissions, non mentionnée dans l'accord de Paris : les énergies fossiles (80% de la consommation énergétique mondiale).

Seule la réduction massive du charbon a été adoptée à la COP26 de Glasgow. L'avenir du pétrole et du gaz, lui, n'a jamais été mis à l'agenda.

La discussion ne peut plus être évitée à la COP28, tenue d'établir le premier bilan officiel de l'accord de Paris. Et d'identifier les mesures nécessaires pour corriger le tir.

Les États ne s'accorderont pas sur une date d'abandon complet des hydrocarbures. Mais nombre de pays, dont ceux de l'UE, pousseront pour la quasi-élimination des combustibles brûlés sans captage ni stockage du carbone. À quelle date ? À quel rythme ? Et avec quelle place accordée à ces technologies balbutiantes de captage, accusées d'être une échappatoire pour les pays producteurs ?

La fin des nouveaux projets ou la réduction des subventions et investissements dans cette industrie (1 342 milliards de dollars par an en 2019-2021) seront l'objet d'âpres discussions, qui doivent tracer la route vers une réduction des émissions de 43% en 2030 par rapport à 2019.

| Doper les énergies renouvelables, partout

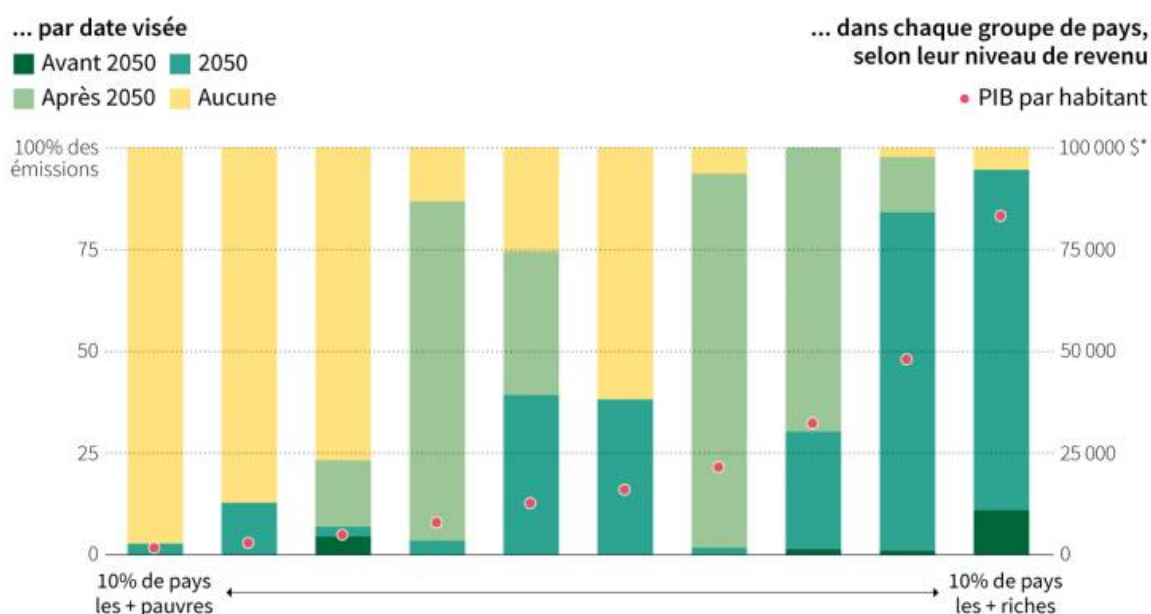
Impossible d'abandonner le pétrole et le gaz avant d'avoir construit "le système énergétique de demain", sauf à risquer un chaos économique mondial, aime répéter le président de la COP28, Sultan Al Jaber,

également patron de la compagnie pétrogazière émiratie.

Les négociations tourneront donc autour du développement accéléré des énergies bas-carbone : tripler la capacité des renouvelables et doubler le rythme d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030, promouvoir l'hydrogène vert, etc.

Énergie : les objectifs de neutralité carbone par niveau de richesse

Part des émissions de CO₂ du secteur couverte par les objectifs de neutralité carbone...



Source : feuille de route de l'AIE pour une neutralité carbone en 2050 (septembre 2023)

*Américains, en parité de pouvoir d'achat 2021

AFP

Sauf que l'essentiel de l'économie de la transition se limite aux pays développés : 2% des investissements du secteur ont touché l'Afrique sur la décennie écoulée.

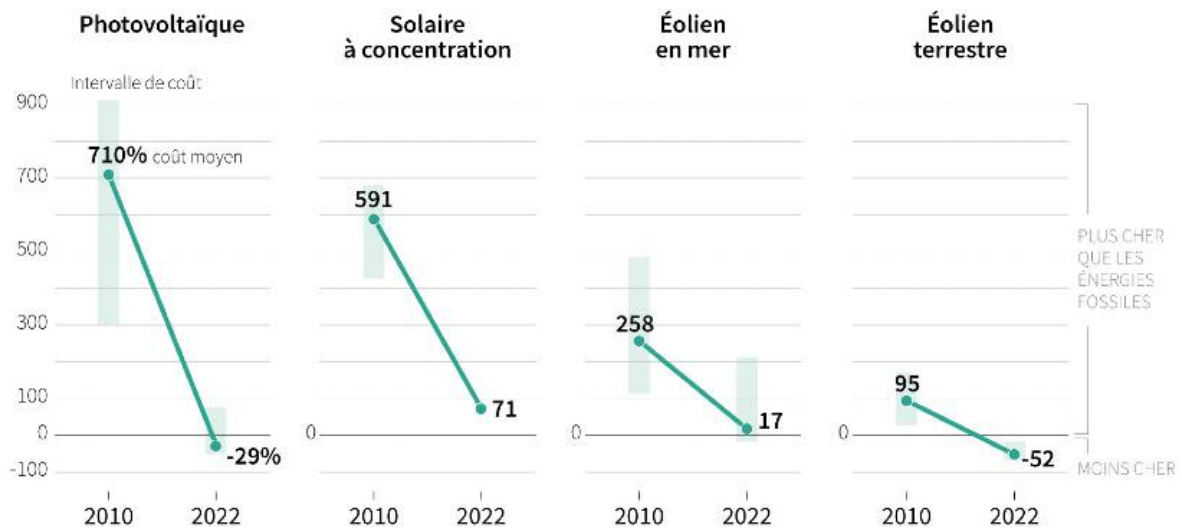
Le reste du monde n'acceptera donc aucun engagement contraignant sans garanties de financement ou sans concession sur son recours au gaz comme énergie intermédiaire entre le charbon, plus polluant, et les renouvelables. Autrement dit sans la reconnaissance d'une "transition énergétique équitable", sauvegardant leur sortie de la pauvreté.

■ Débloquer des milliers de milliards de dollars

Depuis 1992, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CNUCC), qui fournit le cadre des négociations, repose sur le principe de la justice climatique: les pays riches, principaux émetteurs et responsables historiques de la crise, doivent aide financière et technologique au reste du monde.

Électricité : des énergies renouvelables moins chères que les fossiles

% d'écart entre le coût* de l'électricité issue d'énergies renouvelables et fossiles à l'échelle d'une centrale électrique



Source : Irena *Moyenne pondérée et actualisée du coût de l'électricité (incluant les coûts de construction) pour 20 pays dans le monde

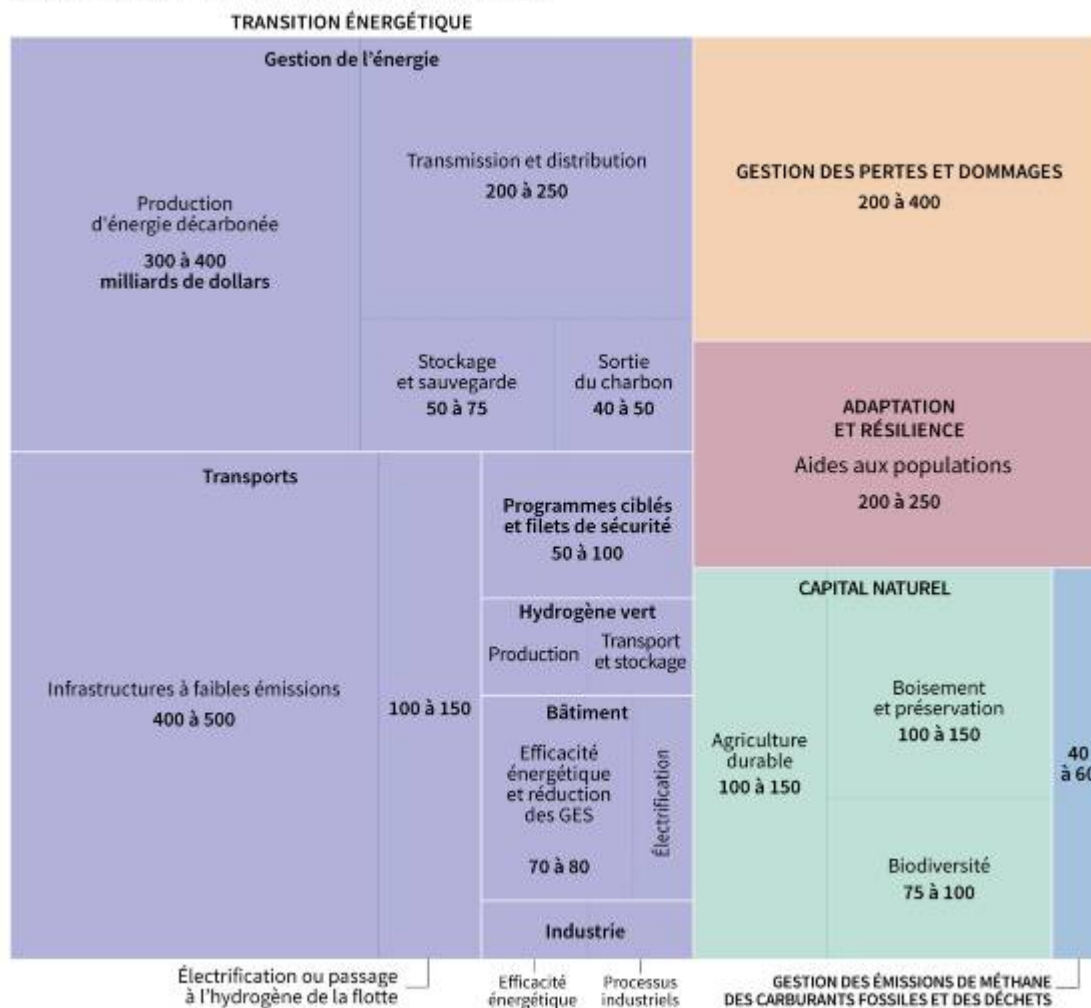
AFP

Or leur défaillance sur la promesse de fournir 100 milliards de dollars d'aide par an, non tenue depuis 2020 (seulement 83 milliards à l'époque) mais en passe de l'être, intoxique les négociations.

Cette aide, qui doit être rehaussée dès 2025, n'est pourtant qu'une fraction du nécessaire: plus de 2 000 milliards de dollars seront requis chaque année d'ici 2030 pour financer l'adaptation au changement climatique et le développement de ces pays, selon un groupe d'experts des Nations unies.

Transition des pays en développement : les besoins d'investissement

2 000 à 2 800 milliards de dollars par an d'ici 2030 sont nécessaires aux pays en développement (Chine exceptée) pour lutter efficacement contre le changement climatique



Source : Groupe d'experts de haut niveau sur la finance durable (HLEG), novembre 2022

AFP

Mettre en œuvre le fonds "pertes et dommages"

Ce fut le résultat majeur de la COP27 à Charm-el-Cheikh, en Egypte : la création d'un fonds destiné à compenser les "pertes et dommages" des pays victimes de désastres climatiques.

Un an plus tard, les négociations techniques patinent.

Qui doit payer : les pays développés, responsables historiques, ou bien aussi la Chine et les pays du Golfe ? Qui en bénéficiera: tous les pays en

développement, Chine comprise, ou seulement les “plus vulnérables” ? Où installer le fonds: au sein de la Banque mondiale, accusée d’être aux mains des Occidentaux, ou dans une structure indépendante, mais longue à mettre en place ?

Autant de points complexes encore à trancher, sur une question jugée cruciale et emblématique par les pays en développement, qui n’accepteront pas de quitter Dubaï sans une mise en œuvre concrète.